Quarantième Année — N° 67 UN NUMÉRO : 15 CENTIMES VENDREDI 8 MARS 1895.

JOURNAL DE ROUBAIX

TARIF D'ABONNEMENT :

ROUBAIX-TOURCOING. . . . Trois mois. . . 13 fr. 50. . . Six mois . . . 26 fr. . . . Un an. . . 50 fr.
NORD — PAS-DE-CALAIS — SOMME — AISNE . . . . . Trois mois. . . 15 fr.
Les autres Départements et l'Etranger, les frais de poste en sus.
Le prix des Abonnements est payable d'avance. Tout abonnement continue jusqu'à réception d'avis contraire.

BUREAUX & RÉDACTION
Roubaix, rue Neuve, 17. - Tourcoing, rue des Poutrains, 42
Directeur-Propriétaire : ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS & ANNONCES :
Les Abonnements et Annonces sont reçus : à ROUBAIX, rue Neuve, 17. — A LILLE, rue du Curé-Saint-Etienne, 9 bis. — à PARIS chez MM. Havas, Laffite et Cie, place de la Bourse, 8, et rue Notre Dame-des-Victoires, 28, — à BRUXELLES, à l'Office de Publicité.

ROUBAIX, LE 7 MARS 1895

ASILES D'ALCOOLIQUES

L'alcoolisme est une plaie de notre société malade. Tout le monde en convient.

Mais quels remèdes apporter à ce mal terrible?

En France, on en a déjà essayé plusieurs: nous citerons la loi de 1873 contre l'ivresse publique et celle du 24 juillet 1889 édictant la déchéance paternelle pour les cas d'ivrognerie habituelle. On en a proposé un bien plus grand nombre.

Parmi tous ces remèdes, plus ou moins infaillibles, nous en signalerons particulièrement un sur lequel le conseil supérieur de l'Assistance publique, réuni actuellement en session ordinaire, est appelé à délibérer : c'est la création d'asiles spéciaux de traitement pour les buveurs endurcis.

Il ne s'agit point là de prévenir le développement du mal, mais seulement d'essayer de guérir, en les mettant dans l'impuissance de nuire, les ivrognes récidivistes, véritables chevaux de retour de l'alcoolisme, selon l'énergique expression du docteur Legrain, qu'on voit faire, pendant toute leur existence, la navette entre le cabaret et l'asile d'aliénés, en faisant de temps en temps une station chez le juge d'instruction pour délit commis pendant l'ivresse.

L'alcoolique chronique étant un vrai malade, il était logique qu'on le traitât comme tel et qu'on créât pour lui des hospices spéciaux, distincts des asiles d'aliénés.

Dès 1889, le Congrès de médecine mentale de Paris adoptait un vœu dans ce sens. En voici le texte :

« Le Congrès, en présence du danger dont l'alcoolisme menace la société, la famille, l'individu,

» Emet le vœu :

» Qu'il soit pourvu, par la création d'un ou plusieurs établissements spéciaux, à l'internement des ivrognes d'habitude, des alcoolisés ayant commis des crimes ou des délits, et ayant bénéficié d'une ordonnance de non-lieu en raison de leur état mental;

» Que la durée de leur internement soit déterminée par les tribunaux après enquête médico-légale.

» Que la sortie, même à l'expiration du temps fixé, puisse être ajournée si l'alcoolisé est reconnu légitimement suspect de rechutes;

» Que ces établissements, ayant le caractère de maisons de traitement et non de maisons de répression, soient organisés avec une discipline sévère et que le travail y soit imposé. »

Tel était le vœu formulé par le Congrès médical de 1889.

L'idée a lentement fait son chemin.

En 1892, M. Monod faisait mettre la question à l'ordre du jour du Conseil supérieur de l'Assistance publique. L'année suivante, la quatrième section chargeait deux de ses membres de rédiger un rapport, lequel va être enfin discuté, ces jours-ci, par ledit Conseil.

Nous ne pouvons préjuger quelle sera la décision adoptée, et si, en particulier, les membres de l'Assemblée seront unanimes à demander pour la justice française (ce qui est assurément, dans l'affaire, le point le plus controversable), le pouvoir de faire interner, jusqu'à guérison complète, messieurs les ivrognes récidivistes.

Nous craignons fort que médecins, hygiénistes et hommes d'Etat discutent encore longtemps, sans aboutir à une solution précise, tandis qu'à l'étranger, en Suisse, en Allemagne, en Angleterre, aux Etats-Unis, la création de maisons spéciales destinées au traitement des buveurs est un fait réalisé depuis des années et des années.

M. CONSTANS

Paris, 6 mars. — Nous avons remarqué et signalé les premiers l'attitude de M. Constans, qui se prodigue beaucoup depuis quelque temps et semble vouloir prouver qu'il ne considère nullement son rôle politique comme terminé et qu'il n'entend pas s'assoupir dans le coma sénatorial.

Une information du *Figaro* parue hier et une note préalable de l'officieux *Courrier du Soir* sont venues corroborer, juste à point, nos appréciations et nos remarques.

Oui, M. Constans se prodigue beaucoup. A la soirée qui a eu lieu hier au ministère de l'intérieur, il a fait le tour des salons, ayant Mme Leygues à son bras. Quelques jours auparavant, M. Hanotaux l'invitait, ainsi que Mme Constans, au déjeuner de gala qu'il offrait au maréchal Martinez Campos.

Entre temps, l'ex-ministre se montrait à la soirée donnée par M. et Mme Charpentier en l'honneur d'Edmond de Goncourt.

Tout ceci prouve surabondamment que M. Constans n'en est pas encore à prendre ses invalides au Luxembourg et qu'il veut de nouveau jouer un rôle.

Lequel? Il semble assez facile de le deviner.

En effet, M. Constans, qui aurait vivement désiré une grande ambassade, a compris qu'il devait y renoncer, ses habitudes asiatiques empêchant qu'il soit jamais *persona grata* auprès des cours européennes.

Mais il est un poste important que M. Constans semble avoir convoité depuis longtemps : c'est celui de gouverneur général de l'Algérie.

Il convient de remarquer, à ce propos, que le gouverneur-général actuel, M. Cambon, très attaqué il y a quelques mois, va quitter ses hautes fonctions, maintenant que le budget de l'Algérie est voté. Il désire obtenir, comme son frère, une ambassade et il a toutes les chances de l'obtenir, les raisons attachées à la personnalité de M. Constans n'existant pas pour lui.

D'autre part, l'invitation adressée par le ministre des affaires étrangères à M. Constans, en même temps qu'au maréchal Martinez Campos, constitue un indice curieux. On sait, en effet, quelle importance a la colonie espagnole en Algérie, et quelles relations constantes existent entre le gouvernement madrilène et notre grande colonie africaine.

Enfin, M. F. Faure ne semble pas professer pour M. Constans l'antipathie violente que nourrissaient pour ce dernier M. Carnot et surtout M. Casimir-Périer.

Le rôle de M. Constans n'est donc point terminé.

L'EXPÉDITION DE MADAGASCAR

Zanzibar, 6 mars, 2 h. 45 soir. — On mande de Majunga :

« Une section d'infanterie a fait une reconnaissance vers le poste hova de Marohago, et s'en est emparé.

» Le *Lynx* et une autre canonnière explorent la baie de Bombetgke ; ils ont aperçu peu d'ennemis.

» Quarante-cinq Hovas faits prisonniers par le météore Nossi-Bé sont arrivés.

» On attend le *Shamrock*. L'état sanitaire est bon. »

Zanzibar, 6 mars. — On mande de Tamatave, 2 h. 45 soir :

« Le 20 et le 21, la batterie de terre de Tamatave a fait feu sur les positions hovas de Farafatte qui n'ont pas répondu.

» L'état sanitaire est assez satisfaisant. »

Pour les blessés de Madagascar

Dans sa dernière réunion, le conseil d'administration de l'Association des Dames françaises a voté une première somme de douze mille francs pour les envois qu'elle doit faire pour Madagascar.

Mme la Présidente a annoncé que Mme Félix Faure, qui faisait déjà partie de l'Association, en avait accepté la présidence d'honneur.

RÉUNION DU CONSEIL DES MINISTRES

Paris, 6 mars. — Le conseil des ministres s'est réuni ce matin à l'Elysée sous la présidence de M. Félix Faure.

Questions diverses

Le Conseil a longuement examiné diverses questions, dont l'examen, commencé dans le dernier Conseil, se continuera dans le prochain, notamment le budget de la guerre, les transports pour l'Exposition de 1900, le projet de création d'une armée coloniale, etc.

A la commission du travail

M. Lebon, ministre du commerce, a fait savoir au conseil qu'il se rendrait vendredi devant la commission du travail pour y être entendu sur la loi sur les conseils de prud'hommes et sur les modifications à introduire dans la loi de 1892 sur le travail des enfants et des femmes dans les usines.

On sait que l'application de la loi a fait surgir d'importantes modifications du texte primitif et que la commission du travail procède en ce moment à l'étude de ces modifications.

IMPORTANTE DÉCISION

Le président de la République, usant en cela du droit que lui confère l'article 19 de la loi du 12 mai 1888, a exprimé le désir de présider lui-même la première séance du conseil supérieur de la guerre qui, en conséquence, se réunira le 20 mars à l'Elysée.

La date du prochain conseil n'a pas été arrêtée définitivement. En effet, les ministres ont l'intention de se réunir samedi matin à l'Elysée; mais s'il y avait séance à la Chambre, la réunion serait remise au dimanche matin.

C'est la première fois qu'un président de la République use de la prérogative que lui confère la loi de 1888.

L'organisation municipale de Paris

Le ministre de l'intérieur a fait connaître le sens des déclarations qu'il fera à la commission parlementaire de l'organisation municipale de Paris, avec laquelle il doit conférer aujourd'hui au Palais Bourbon.

Le ministre est opposé absolument à la création d'une mairie centrale de Paris et à tout système d'organisation qui, directement ou indirectement, tendrait à instituer cette mairie.

A ce point de vue, il est défavorable à la création d'un conseil général de la Seine distinct du conseil municipal de Paris, ce dernier devant, en cas d'existence séparée, devenir le plus important des deux conseils. Mais le ministre accepterait toute modification se rapprochant du droit commun, qui constituerait une amélioration du régime existant, en tenant compte de la réserve indiquée.

LES FÊTES DE KIEL

Une nouvelle dépêche de M. Deroulède

Paris, 6 mars. — Comme complément à sa dépêche d'hier, M. Paul Déroulède vient d'adresser, toujours au sujet de la participation de la France à la cérémonie de Kiel, la dépêche suivante à MM. Marcel Habert, Gauthier de Clagny et Pierre Richard :

« Champagne-Fontaine, 6 mars. — C'est après avoir consulté la Russie que la France a consenti à aller se mettre à la remorque de Guillaume II. Ainsi parlent les agences et les journaux officieux qui s'évertuent à réhabiliter cette navrante démarche.

» Regardons les faits bien en face. Leur évidence interdit tous commentaires.

» L'Empereur d'Allemagne a grand intérêt à démontrer à la Russie que l'antagonisme entre la France et la Prusse, base première sinon unique, de toute la politique franco-russe a enfin cessé d'exister. L'empereur de Russie n'a lui, aucun intérêt à empêcher la France de se prêter à une démonstration qui l'éclaire et qui le renseigne sur la solidité de ses rapports avec nous et sur l'état d'esprit du gouvernement de la République.

» Aussi, n'est-ce pas l'inauguration du canal de la Baltique que nous irons fêter à Kiel, mais la résurrection prochaine de l'alliance des trois empereurs.

» Hélas! ceux qui président aux destinées de la nation semblent n'avoir pas plus de clairvoyance que de fierté.

» Un piège grossier leur est tendu. Ils n'y tombent pas, ils s'y précipitent ».

Un bruit de couloir

Paris, 6 mars. — D'après des bruits dont il est difficile de contrôler la valeur, l'empereur Guillaume, en raison de l'acceptation par la France de son invitation aux fêtes de Kiel, retarderait de 8 ou 10 jours l'inauguration qui devait avoir lieu le 17 juin. Le prétexte serait les glaces qui, à cette date, obstruent encore le canal. La raison véritable, c'est le désir d'éviter la date du 17 juin qui coïncide avec l'anniversaire de Waterloo.

Les commentaires de la presse russe

Saint-Pétersbourg, 6 mars. — Les *Novosti* approuvent la décision de la France de participer aux fêtes du canal de la Baltique. Ils disent que cette décision ne changera pas sensiblement les relations franco-allemandes, mais contribuera à leur affermissement et rendra moins tendue la situation générale en Europe.

» Pour les patriotes français, il n'y a rien d'offensant dans cette invitation. Ils pourraient, au contraire, s'offenser si l'Allemagne n'avait pas invité la France à cette fête internationale. »

Le *Journal de Saint-Pétersbourg* exprime le désir que dans la presse française, on cesse une polémique irritante sur une question déjà tranchée.

***

Paris, 6 mars. — On lit dans une note d'allure officieuse, dans le *Courrier du Soir* :

« L'incident soulevé par l'invitation de Guillaume II pour l'inauguration du canal de Kiel aura servi à rapprocher davantage la France et la Russie et à rendre plus aisées certaines solutions qui se trouvaient en suspens entre les deux puissances.

» Il faut s'attendre maintenant à voir des conversations s'entamer entre les cabinets de Paris et de St-Pétersbourg pour arrêter une attitude commune dans les affaires de Chine et suivre de concert les pourparlers de paix du Céleste Empire avec le Japon.

» Sur ce point, l'entente se fera très facilement et l'on peut même considérer comme très probable l'accession de l'Angleterre à la coopération franco-russe en Extrême-Orient. Une quatrième puissance européenne aurait pu prendre part au débat : c'est l'Allemagne qui est elle aussi intéressée dans la question; mais elle semble attendre les évènements et réserver provisoirement sans doute sa liberté d'action. »

CORNÉLIUS HERZ

Au Parlement anglais

Hier, à la Chambre des communes, on s'est beaucoup occupé de Cornélius Herz.

Sur une interpellation de M. Reeds, relatant les faits qui se sont passés relativement à Herz, qui n'a été qu'un plaidoyer en faveur du célèbre escroc, M. Luckwood a répondu au nom du gouvernement :

« Le gouvernement français avait demandé l'arrestation et l'extradition de Herz; cette demande n'eut pas de résultat par suite de l'état de santé de Herz. Depuis lors, Herz est resté virtuellement prisonnier. Les autres personnes arrêtées en même temps ont été relachées, mais après avoir purgé leurs condamnations. Il n'est donc pas correct de dire que le gouvernement français a admis que Herz n'avait commis aucun délit pour lequel on pût lui faire un procès en France. »

L'orateur a ajouté qu'il serait heureux de satisfaire M. Reeds en faisant des représentations au gouvernement français, mais il ne peut pas admettre que la conduite du gouvernement anglais soit sujette à un blâme.

UN TERRIBLE DRAME A PARIS

Paris, 6 mars. — Un nommé Clément Comte a tenté, ce matin, de tuer sa femme, avec laquelle il est en instance de divorce.

Pénétrant de force dans la boutique de Mme Faure, sa belle-mère, crémière, 40, rue Vaneau, chez laquelle sa femme s'était réfugiée, il interpella violemment cette dernière en lui disant :

— Es-tu toujours disposée à divorcer?

— Plus que jamais, répondit-elle.

Alors Comte lui tira à bout portant un coup de revolver qui l'atteignit au nez.

Affolée, la jeune femme trouva la force de courir vers une fenêtre de l'arrière-boutique, par laquelle elle sauta dans la cour et gagna la rue.

Elle fut recueillie dans une boucherie voisine dont les portes furent immédiatement fermées.

Comte tira encore à travers les grilles trois autres coups de revolver qui, heureusement, n'atteignirent personne, puis, sentant sa vengeance lui échapper, il tourna l'arme contre lui-même et se logea deux balles dans la gorge.

Les deux blessés ont été transportés d'urgence à l'hôpital Laënnec.

L'état de Comte semble désespéré. Sa faiblesse est telle qu'on n'a pu l'interroger. Il avait été, il y a 4 mois, condamné à 4 mois de prison pour vol de bicyclettes.

LE LANGAGE DES SINGES

On se souvient encore, en France, du bruit que fit il y a deux ans cette nouvelle qu'un Anglais, le docteur Garner, sa rendait en Afrique pour y étudier, *in naturalibus*, le langage de la gent simiesque. Le docteur — il l'avait promis — devait pénétrer au plus profond des forêts vierges, enfermé dans une cage, et de là, à travers les barreaux de sa prison, interviewer gorilles et chimpanzés. Ne fit-il pas fortune, au retour de cette expédition, rien qu'en en racontant les détails pittoresques ou émouvants?

Or, voici qui pourrait bien troubler la quiétude de sa gloire, en détruisant le crédit qu'on attachait à ses récits.

Un missionnaire de la congrégation du Saint-Esprit, le père Buléon, revenu récemment du Congo, faisait hier à un rédacteur du *Temps* le récit suivant, qu'il a refait ensuite en présence des nombreux savants :

« Au commencement de l'année dernière, les pères de la mission reçurent un jour la visite d'un individu, d'abord aimable, qui leur demanda l'hospitalité. Je suis le docteur Garner, dit-il, et je viens en ce pays pour y étudier le langage des singes. M. Garner était suivi de plusieurs porteurs de bagages ; au nombre de ces derniers figurait une immense cage. Bien que surpris du but étrange de sa visite, nous accueillîmes le docteur par respect pour la science ; la cage fut remisée en un coin de l'habitation.

» Trois semaines passèrent. Le docteur fumait, écrivait, mais quittait rarement la mission.

» — Et vos études, lui demandai-je un jour ?

» — Oh ! répondit-il en riant, elles avancent... mon livre est déjà plus qu'à moitié terminé...

» Or M. Garner n'avait pas encore vu le moindre chimpanzé !

» Un mois après, le livre était fini, et son auteur nous quittait en nous laissant cet aveu : « Entre nous, vous savez, que les singes parlent ou ne parlent pas, ça n'a pas la moindre importance! Je suis venu ici au nom de la science, mais l'argent avant tout, et j'espère en gagner beaucoup dès que je serai rentré en Amérique. Au surplus, ce que je dirai du langage des singes, qui viendra le vérifier? »

Et notre interlocuteur ajoute philosophiquement?

— Il avait fort, mais bah ? combien de Garner en ce monde?

LA GUERRE ENTRE LA CHINE & LE JAPON

Londres, 6 mars. — On télégraphie de Pékin, mardi, aux journaux de ce matin :

« Li-Hung-Tchang a été autorisé à faire de grandes concessions aux Japonais.

» S'il arrive à conclure la paix avec le Japon, il jouira en Chine d'un prestige considérable, qui le mettra à même d'exécuter d'importantes réformes.

» Il a déjà réussi à faire relever de leurs fonctions plusieurs de ses adversaires et notamment l'ancien précepteur de l'empereur. »

Hiroshima, 6 mars. — On travaille activement à remettre en état les navires chinois capturés à Wei-Hai-Wei.

Ces vaisseaux seront munis d'un armement perfectionné et ils seront montés par des équipages japonais fournis par les autres navires des escadres du mikado.

Les cercles maritimes japonais ne voient pas sans quelque ironie certaines marines européennes tirer des conclusions sérieuses au point de vue du combat naval moderne, de ce qui s'est passé sur le Yalu et à Wei-Hai-Wei, où l'amiral Ito n'a constamment visé qu'à amener la reddition des vaisseaux chinois sans les endommager, afin de les téarmer pour le compte du Japon.

Suivant une dépêche de Tien-Tsin au *Times* les Japonais se seraient rendus maîtres de Liao-Yang, près de Moukden.

Une dépêche officielle de Yokohama annonce d'autre part que la 3e division japonaise a occupé Anshousheng, sur la route de Moukden, dans la matinée du 2, et que les Chinois avaient évacué la place.

Londres, 6 mars. — Des dépêches de source anglaise arrivées ici de Tien-Tsin et de Shanghaï annoncent que les désordres augmentent dans plusieurs provinces de l'empire, notamment dans le Hunan et dans la province de Canton où un général qui essayait d'arrêter le pillage a été massacré par ses soldats.

D'autre part, les Japonais ayant déclaré formellement n'avoir pas l'intention de bloquer le golfe du Petchili, dix-sept vapeurs chargés de riz sont partis ce matin de Shanghaï pour Tien-Tsin.

Londres, 6 mars. — On donne comme certain que deux divisions de la première armée japonaise en Mandchourie auraient occupé Lia-Yang après avoir opéré leur jonction à une trentaine de kilomètres au sud de cette ancienne capitale qui est située sur le Taitzeho à mi-chemin entre Hai-Tcheng et Moukden et où les Chinois avaient stationné 15,000 hommes.

NOUVELLES DU JOUR

M. Félix Faure aux réunions du Conseil supérieur de la guerre

Paris, 6 mars. — Le *Gaulois* approuve en ces termes la décision prise par le Président de la République, de présider les réunions du Conseil supérieur de la guerre :

« Les ministres qui viennent tour à tour diriger les débats n'y ont jamais généralement siégé et cessent d'en faire partie quand le cabinet tombe, sur un vote de la Chambre. De plus, le conseil se renouvelle beaucoup trop rapidement par l'application de la limite d'âge. La présence du Président de la République sera un élément de fixité apporté dans l'organisation de la défense nationale ».

Paris, 6 mars. — Le *Figaro* dit qu'en prenant la résolution de présider le conseil supérieur de la guerre, M. Félix Faure aura voulu probablement se mettre en garde contre les manœuvres dont s'est plaint vivement son prédécesseur, M. Casimir-Périer, à qui on laissait ignorer systématiquement toutes les mesures qui intéressaient l'armée.

La rentrée en scène de M. Cavaignac

Paris, 6 mars. — Le *Figaro* se demande quelle signification il faut attacher à la rentrée en scène, après une éclipse prolongée, de M. Cavaignac.

Notre confrère enregistre un bruit qui circule, dit-il, dans les milieux politiques, et d'après lequel M. Ribot aurait l'intention d'introduire M. Cavaignac dans le gouvernement et de se servir de cet auxiliaire pour apaiser les radicaux en leur livrant successivement ce qui reste des garanties de l'ordre social et les institutions conservatrices.

Le *Figaro* va plus loin et il ajoute cette phrase à double entente :

« Ce serait donc un homme que l'astuce de M. Ribot tiendrait en réserve pour le cas où M. Félix Faure se montrerait scrupuleux ou indocile. »

Un article de M. Vaillant dans la « Petite République »

Paris, 6 mars. — Au lendemain du jour où les socialistes allemands viennent de réclamer au Reichstag — on sait avec quel succès — la suppression des armées permanentes, M. Vaillant formule la même revendication dans la *Petite République*.

L'ancien membre de la Commune, que le militarisme gêne, cela se conçoit, interroge l'histoire et constate que c'est toujours lui qui a causé la perte de la République : il a permis à Napoléon III de monter sur le trône : sans la Commune, l'empire serait encore sorti de la guerre de 1870 !!! et M. Vaillant conclut ainsi :

» Aujourd'hui encore nos gouvernants ne continuent-ils pas leur guerre de dépradations coloniales qui peuvent du jour au lendemain mettre en lumière le général qui, avec plus de décision que Boulanger, saura entraîner police et armée et confisquer la République. »

Mort du duc de Noailles

Paris, 6 mars. — On annonce la mort du duc de Noailles, ancien président du cercle de l'Union, frère de l'ancien ambassadeur à Rome.

Les hostilités à Madagascar

Paris, 6 mars. — Une dépêche de Majunga, de source anglaise, confirme et explique les nouvelles déjà reçues viâ Zanzibar :

« Un détachement du *Météore* s'est emparé le 14 février de Nossi-Bé par surprise et y a capturé 50 Hovas. Le commandant Bienaimé attend le *Shamrock* avec les troupes Algériennes, et aussitôt son arrivée avancera dans la rivière.

» Nossi-Bé est une petite île située dans la partie inférieure de la côte occidentale à l'embouchure de la rivière Onilaki, dans la baie de Saint-Augustin. Il ne faut pas confondre avec Nossi-Bé, île située sur la partie de la côte occidentale entre Majunga et Diégo-Suarez et occupée par la France depuis 1841. »

Le ministre de la guerre à la Commission du budget

Paris, 6 mars. — Le général Zurlinden, ministre de la guerre, a été entendu aujourd'hui par la Commission du budget au sujet des crédits nécessités par l'organisation de la fabrication de conserves de viande et par la reconstruction des casernes de Dijon. Le ministre a exposé qu'il n'avait pas besoin de ressources nouvelles pour parer à ces dépenses, les deux millions nécessaires pouvant être fournis par des économies réalisées sur divers chapitres de son budget.

La commission est entrée dans les vues du ministre et l'a autorisé à effectuer l'opération qu'il proposait. Ajoutons que M. Jules Roche a été assez vivement pris à parti par bon nombre de ses collègues de la commission du budget au sujet de son discours d'hier. On sait en effet que la thèse de M. Jules Roche lui était personnelle et que M. Rouvier tint à protester contre toute solidarité de la commission avec l'orateur.

Paris, 6 mars. — Au cours de son audition par la commission du budget, le ministre de la guerre a été interrogé sur ce qu'il pensait de la réduction à deux ans du service militaire. Le général Zurlinden a nettement déclaré, nous a dit M. Delombre, député des Basses-Alpes, qu'il soutiendrait énergiquement le maintien de la durée du service à trois ans.

L'« épuration » au ministère des Colonies

Paris, 6 mars. — M. Chautemps continue de profiter de son passage aux Colonies pour bouleverser ce département. On lui prête les projets les plus grandioses et les plus imprévus.

C'est ainsi, s'il faut en croire la *Politique coloniale*, qu'il aurait l'intention de créer un gouvernement général de l'Afrique-Occidentale englobant le Soudan, le Sénégal et la Guinée française.

Le région comprise entre Bommako et Tombuctou, et le Niger supérieur de Bommako à Konkan serait divisée en deux marches militaires placées sous le commandement de deux officiers supérieurs indépendants l'un de l'autre. Le titulaire du nouveau gouvernement serait le général Dodds.

Le ministre des colonies se préparerait en outre à renouveler presque complètement le personnel des gouverneurs des colonies. Dans ce mouvement seraient compris les gouvernements de la Guyane, de l'Inde française, du Soudan français et de Diégo-Suarez.

La taxe d'abonnement

Paris, 6 mars. — On confirme que le gouvernement repoussera la disjonction du projet de taxe d'abonnement sur les congrégations religieuses d'avec le budget.

On sait que cette disposition sera demandée par un député républicain, sans doute M. Alicot.

Nous avons, à plusieurs reprises, fait prévoir cette résolution du gouvernement. Nous avons dit aussi qu'elle soulèverait une vive opposition.

Cette opposition ne fait que s'accentuer.

Le rendement des impôts

Paris, 6 mars. — L'administration des finances vient de publier le rendement des impôts et revenus indirects, ainsi que des monopoles de l'Etat pendant le mois dernier.

Les résultats accusent une moins-value de 15.204.000 fr. par rapport aux évaluations budgétaires et une diminution de 23.091.700 fr. par rapport à la période correspondante de 1894 ; par rapport aux évaluations budgétaires il y a moins-value sur les douanes 7.452.300 fr., sur les sucres 19.000 fr., par rapport au mois de février 1894 ; il y a augmentation sur les sucres 369.000 fr.; il y a diminution sur les douanes de 17.799.000 fr.

La commission des conventions — Une nouvelle démission

Paris, 6 mars. — M. Martinon vient enfin de faire parvenir au président de la Commission d'enquête sur les conventions sa lettre de démission. C'est la quatrième démission qui se produit depuis la constitution de cette Commission.

La question de la mairie centrale à Paris

Paris, 6 mars. — Le ministre de l'intérieur a été entendu cet après-midi par la commission parlementaire de l'organisation municipale de Paris. Il s'est déclaré absolument opposé à la création d'une mairie centrale à Paris.

La Comédie Française et M. Coquelin aîné

Paris, 6 mars. — M. Seligman, substitut du procureur de la République, a donné aujourd'hui ses conclusions dans le procès intenté par la Comédie Française à Coquelin aîné. Il a conclu, en principe, au bien-fondé des réclamations de la Comédie Française et à l'interdiction à M. Coquelin, sous peine de dommages et intérêts, de jouer sur des scènes parisiennes; par contre il estime que la Comédie Française a tort de réclamer à Coquelin la pension qui lui est servie et les 200,000 fr. qui lui furent remis comme représentant sa part dans l'avoir social à son départ de la Comédie Française.

M. Félix Faure

Paris, 6 mars. — M. Félix Faure a visité ce soir l'exposition de la Société internationale de peinture et de sculpture.

L'impératrice d'Autriche à Naples

Ajaccio, 6 mars. — L'impératrice d'Autriche est partie aujourd'hui pour Naples. Le *Miramar* a levé l'ancre à midi.

Mort de froid

Valence-sur-Rhône, 6 mars. — François Roussel, 84 ans, propriétaire à Montoison, près Valence, a été trouvé mort de froid, à 400 mètres de son habitation.

Retraite prochaine de lord Rosebery

Paris, 6 mars. — On annonce de Londres, au *Courrier du Soir*, que, dans les cercles politiques, on croit à une prochaine retraite de lord Rosebery. Les causes principales de cette retraite seraient les divergences de vues qui se sont fait jour dans le cabinet, et surtout les inquiétudes résultant d'une situation parlementaire assez tendue avec une majorité très faible.

Le prétexte qu'invoquerait le premier ministre anglais pour faire agréer sa démission par la reine serait son état de santé.

La question juive au Reichstag

Berlin, 6 mars. — Le Reichstag a repoussé toutes les propositions dirigées contre l'immigration juive et le droit de naturalisation.

L'intervention de M. Ahlwardt à la tribune a soulevé un vif incident. L'orateur antisémite appelle à plusieurs reprises les juifs « des bêtes de proie, des escrocs, des parasites. »

Au milieu d'un tumulte indescriptible, M. Richter se plaint que le président tolère de semblables insultes ; celui-ci, aux applaudissements de la majorité, replique qu'il ne tolère pas qu'on critique ses actes.

BOURSE DE PARIS DU 7 MARS

Cours précéd.	VALEURS	Compt.	Terme	Cours d'ouv.	Cours de 2 h.	Cour de clô
103 35	3 0/0	...	...	103 70	103 72	103 70
108 05	3 1/2 0/0	...	...	108 15	108 10	108 17
3820 ..	Banque de France	...	...	3850 .	3850 .	...
....	B. d'Escompte	...	...	...	...	...
717 ..	Banq. de Paris	...	...	715	718 ..	715 ..
910 ..	Crédit Foncier	...	...	911	907 ..	908 ..
833 ..	Créd. Lyonnais	...	...	838 ..	842 ..	835 ..
....	Crédit Mobilier	...	...	...	...	...
1190 ..	Lyon	...	...	1192 ..	1190 ..	1190 ..
1820 ..	Nord	...	...	1818 .	1815 ..	1820 ..
....	Panama	...	...	...	...	...
3321 ..	Suez	...	...	3360 ..	3360 ..	3352 ..
77 9/16	Extérieure	...	...	7715/16	7715/16	7711/16
88 35	Italien	...	...	88 50	88 70	88 40
23 7/16	Portugais	...	...	23 3/8	23 5/8	23 9/16
102 7/32	Hongrois	...	...	102 78	102 1/4	102 1/4
.. 50	Egypte	...	...	537 50	530 ..	530 ..
27 50	Turc	...	...	27 67	27 70	27 55
718 87	Banq. Ottomane	...	...	720 61	724 25	715 64
414 ..	Lots turcs	...	...	416 ..	417 ..	...
102 50	Russe consolidé	...	...	102 80	102 60	102 50
94 45	Russe nouveau	...	...	94 50	94 45	94 40
67 55	Russe Orient	...	...	67 50	67 45	67 45
826 ..	Autrichiens	...	...	826 ..	826 ..	816 ..
257 ..	Lombards	...	...	257 ..	257 ..	255 ..
114 ..	Nord Espagne	...	...	118 ..	118 ..	118 ..
174 ..	Saragosse	...	...	174 ..	174 ..	174 ..
626 ..	Mariditnaux	...	...	623 ..	625 ..	627 ..
322 75	Rio-Tinto	...	...	331 ..	330 ..	327 50
111 25	Tharsis	...	...	112 50	110 62	109 25
190 ..	Alpines	...	...	189 37	188 75	183 75
105 ..	Câbles	...	...	...	105 ..	103 ..
...	Impérial	...	...	639	631 ..	...
624 ..	Dynamite	...	...	627	633	630
78 ..	Mobilier espag.	...	...	78	78 ..	...
529 37	Tabacs turcs	...	...	528 75	528 75	525 ..
...	Roubaix-F. 1893	...	...	...	...	...
...	Fonc. d'Autriche	...	...	...	...	...
...	3 0/0 nouveau	...	...	...	...	...
...	Métaux	...	...	...	...	...
...	Consolidés	...	...	...	...	...
...	Russes 1880	...	...	...	...	...
...	Gaz	...	...	...	...	...
...	Lyon (obligat.)	...	...	...	...	...
...	Midi	...	...	...	...	...
...	Nord (obligat.)	...	...	...	...	...
...	Orléans	...	...	...	...	...
...	Ouest	...	...	...	...	...
...	Anglais	...	...	...	...	...
...	Autriche or	...	...	...	...	...
...	Belge 3 0/0	...	...	...	...	...
...	Ville d'Amiens	...	...	...	...	...
...	Lille 1880	...	...	...	...	...
...	Lille 1868	...	...	...	...	...
...	Ville de Lyon	...	...	...	...	...
...	V. de Roubaix	...	...	...	...	...
...	Fives-Lille (act)	...	...	...	...	...
...	Téléphone	...	...	...	...	...
...	Voitures 4 0/0	...	...	...	...	...
...	Suez (obligat.)	...	...	...	...	...
...	Cadix	...	...	...	...	...
...	Asturies	...	...	...	...	...
...	Foncières 1885	...	...	...	...	...
...	Rente Foncière	...	...	...	...	...
...	Cadix (act.)	...	...	...	...	...
...	Est (oblig.)	...	...	...	...	...
...	Midi (oblig.)	...	...	...	...	...
...	Réthune	...	...	...	...	...
...	Picardie	...	...	...	...	...
...	Nord-Est	...	...	...	...	...
...	Ouest, ac.	...	...	...	...	...
...	Orléans (oblig).	...	...	...	...	...
...	C. d'Esc. nouv.	...	...	...	...	...
...	Générale	...	...	...	...	...

BOURSE DE LILLE DU 7 MARS

(par fil téléphonique spécial)

VALEURS	Compt	Cours précéd.	VALEURS	Compt.	Cours précéd
Lille 60, r. 100	...	418 50	OBLIGATIONS		
» 90, r. 500	...	503 ..	Bains lillois	...	530 ..
» 68, r. 500	...	513 ..	Union Ind. N.	...	140 ..
» 77, r. 500	...	505 ..	Gaz de Wazem	...	530 ..
» 84, r. 400	...	404 ..	Ch. d. fer Econ.	...	520
» 84, 1/4	...	406 ..	Denain Anzin.	...	315 50
» 87, r. 400	...	504 ..	Cambrésis	...	315 ..
» 93, r. 500	...	503 ..	CHARBONNAGES		
Roub.-T. 1860	...	47 50	Aniche, 12e	...	8800 ..
Roubaix. 1893	...	497 50	Anzin, 100e d.	4075	4070 ..
Amiens	...	119 ..	Blanzy	...	4800 ..
Dép. du Nord	111	111 ..	Bruay	13700	13700 ..
Tourcoing 1878	...	511 ..	Bully-Gren. 6e	2057 50	2000 ..
Armentièr. 86	509	508 ..	Campagnac	...	745 ..
Douai, libérée	...	505 ..	Carvin	...	1325 ..
Valenciennes	...	504 ..	Courrières, 10e	...	4248 75
Verley, Decr.	1335	1340 ..	Crespin	...	125 ..
Cie Fialet et Cie	...	500 ..	Dourges	...	6300 ..
Crédit d. Nord	...	306 25	Drocourt, 1res s.	...	7750 ..
H. Devilder	...	1030 ..	Escarpelle	...	2210
Banq. ré. Nord	...	500 ..	Epinac	...	630 ..
Cie Esc. Roub.	...	...	Ferfay	...	450 ..
Gaz de Wazem	...	530 ..	Albi	...	760